



ST C20.22-2017 Convention Pole petite Enfance v02 ST 28/06/2023

VILLE DE LA FERTE MACE	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION FLERS AGGLO
CONVENTION PARTICULIERE N° C20.22-2023	
OBJET	Mise à disposition de service de la Ville de la Ferté Macé à Flers Agglo concernant l'entretien et la préparation des repas au Pôle Petite Enfance « Charlie Chaplin »

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville de La Ferté Macé, représentée par le Maire, agissant dans le cadre de la délibération n° en date du, ci-après dénommée uniformément dans la suite de la présente convention : « LFM ».

ET :

La Communauté d'Agglomération Flers Agglo, représentée par le Président, agissant en vertu de la délibération n° 2023-923 du conseil communautaire en date du 28 juin 2023, ci-après dénommée uniformément dans la suite de la présente convention : « FA ».

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

L'arrêté préfectoral n° 1111-16-00070 en date du 13 octobre 2016, pris dans le cadre du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI), a étendu le périmètre de Flers Agglo à 17 nouvelles communes dont la Ville de La Ferté Macé.

Par ailleurs, le législateur a, par la loi 2010-1563 du 16 décembre 2010, puis par la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles, et enfin par la Nouvelle Organisation Territoriale de République du 7 août 2015 modifié le cadre législatif des conventions de mutualisation, notamment en modifiant les articles L 5211-4-1 et 2 du CGCT qui constituent la base juridique sur laquelle s'appuie l'ensemble des conventions, cadre et particulières, dont la présente convention.

Aussi dans le cadre d'une bonne gestion et afin de maîtriser la dépense publique, les parties à la présente ont décidé d'un commun accord de mettre en œuvre les dispositions législatives susvisées.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION DE MUTUALISATION

En application de l'article 1 de la convention cadre, la présente convention particulière a pour objet la mise à disposition de service de la Ville de la Ferté Macé à Flers Agglo concernant l'entretien et la préparation des repas au Pôle Petite Enfance « Charlie Chaplin »

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention, à durée indéterminée, de mise à disposition de service prendra effet au 1^{er} Septembre 2022, date à laquelle se substitue la précédente convention en date du 14 décembre 2017.

ARTICLE 3 : CONTENU DE LA MUTUALISATION

La présente mutualisation porte d'une part sur l'entretien des locaux du Pôle Petite Enfance « Charlie Chaplin » et d'autre part sur les éventuels remplacements assurés par un agent de la Ville de LFM relatifs à la préparation des repas du dit pôle.

Le Service de LFM assurera pour FA les missions ci-après précisées.

Article 3.1 : Entretien des locaux :

Pour l'agent en charge de l'entretien des locaux :

- Entretien de l'ensemble des locaux du pôle petite enfance à hauteur de 11,50 heures par semaine.

Article 3.2 : Restauration collective

En cas d'absence de l'agent de Flers Agglo, un agent de la Ville de La Ferté Macé pourra assurer son remplacement à raison de 2h30 par jour.

ARTICLE 4 : COMPOSITION DE L'EQUIPE DU SERVICE

La composition du service mis à disposition est la suivante :

- 11,50 h d'un agent de LFM appartenant au cadre d'emploi de catégorie C.
- 2,50 h/jour d'un agent de LFM appartenant au cadre d'emploi de catégorie C permettant d'assurer le remplacement de l'agent de Flers Agglo

ARTICLE 5 : MOYENS MATERIELS

FA hébergera et équippa entièrement les agents du service mis à disposition, sauf à récupérer le mobilier, matériel ou véhicule disponible chez l'une ou l'autre partie lors de la mise en place de la présente convention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE MISE EN OEUVRE DE LA MUTUALISATION

Les deux collectivités s'obligent à se concerter afin de permettre à l'équipe de planifier ses travaux. A ce titre, pour formation, congés ou récupération, le délai de prévenance de l'absence de l'agent « Flers Agglo » est de 48h minimum et doit être notifié par écrit ou e-mail auprès du service Affaires Scolaires et Restaurant Municipal.

ARTICLE 7 : MONTANT DE LA MUTUALISATION

Au vu des missions confiées au service, celles-ci sont fixées à 11,50 h/semaine pour l'agent en charge de l'entretien des locaux et aux heures effectuées par l'agent de la Ville de LFM pour assurer le remplacement de l'agent FA en charge de la restauration collective, à raison de 2,50 h/jour de remplacement. Ceci constitue l'unité de fonctionnement au sens du décret 2011-515 du 10 mai 2011.

FA prendra en charge sa quote-part respective du coût de fonctionnement du service tel que défini ci-dessous :

Sommes dues au titre de l'article 3.1 par FA à LFM

Modalités de calcul du coût de fonctionnement de l'équipe du service Entretien

A - Coût des personnels, en service, affectés au service majoré des remplacements et des renforts.

B - Poids de la mise à disposition (11,50 h/semaine) rapporté au nombre d'ETP du service ayant des missions similaires (hors encadrement)

Modalités de calcul des frais dus par le bénéficiaire

A – Coût de la masse salariale du personnel affecté au service majoré des remplacements.

B - 11,50 heures/semaine sur 35 heures affectées à la mission remplie au bénéfice de FA = 32,86 %.

C – Coût des renforts et remplacement affectés aux besoins de FA.

Calcul global des sommes dues :

D – le montant des sommes dues est égal à :

$$D = A \times B + C$$

Sommes dues au titre de l'article 3.2 par FA à LFM

Modalités de calcul du coût de fonctionnement de l'équipe Restauration

A - Coût horaire du personnel affecté au service

B – Nombre d'heures réalisé pour les remplacements de l'agent FA

Modalités de calcul des frais dus par le bénéficiaire

A – Coût horaire du personnel affecté au service

B - Nombre d'heures réalisées pour assurer le remplacement de l'agent FA

C – Coût des renforts et remplacement affectés aux besoins de FA.

Calcul global des sommes dues :

D – le montant des sommes dues est égal à :

$$D = A \times B + C$$

ARTICLE 8 : COMPTE RENDU ANNUEL

Le bénéficiaire de la mise à disposition établira chaque année et ce avant le 31 mai de l'année n+1 une note de synthèse concernant la mise en œuvre de la présente convention. Cette note de synthèse servira notamment à établir :

- le rapport annuel soumis aux assemblées délibérantes de la Communauté d'Agglomération et de ses communes membres prévu à l'article L 5211-39 du CGCT.
- l'état d'avancement du schéma de mutualisation prévu à l'article L 5211-39-1 du CGCT.

Enfin les parties pourront formuler des propositions d'évolution du service mutualisé. Cependant dans le cas où les demandes formulées viendraient à modifier sensiblement l'organisation ou la charge du service mutualisé, les parties conviennent de se rapprocher afin d'adapter, autant que de besoin la présente convention.

ARTICLE 9 : PREVISION DE CHARGES PREALABLE AU VOTE DU BUDGET PRIMITIF

LFM communiquera à FA, bénéficiaire de la mise à disposition, le montant prévisionnel des sommes dues préalablement au vote de son budget primitif.

Fait à Flers, le

Pour la Ville de la Ferté Macé

Le Maire,

Michel LEROYER

Pour Flers Agglo

Le Président,

Yves GOASDOUÉ